

Non à l'initiative populaire « primauté du droit suisse »

Intolérable pour les droits humains et incompatible avec l'Etat de droit

Les droits humains protègent chaque individu contre l'arbitraire étatique. Ils sont un des fondements de la démocratie, de la sécurité et de la liberté en Suisse. Avec son initiative contre les droits humains, l'UDC entend affaiblir et limiter les droits de tout un chacun. PLR, PS, PDC, Verts, PVL, PBD et PEV rejettent avec force cette attaque frontale contre notre démocratie et notre Etat de droit et combattront avec conviction cette initiative contraire aux valeurs suisses.

Qui aurait pu imaginer, 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, que le premier parti de Suisse lancerait une initiative attaquant frontalement les droits humains ? L'UDC prétend renforcer la souveraineté suisse, mais en réalité, elle fragilise et met en danger notre liberté et notre sécurité. Dans le monde proposé par l'UDC, les individus, les minorités et les petits Etats, comme la Suisse, se retrouveront sans défense pour leurs droits inaliénables, face à l'arbitraire des puissants.

L'initiative prévoit que le droit suisse prime sur le droit international. Cette approche ne promeut en rien les droits humains, *a contrario*, elle remet fondamentalement en cause la fiabilité des accords internationaux : les initiants ignorent sciemment le fait que les accords internationaux contraignants ne peuvent être modifiés par une simple décision nationale. Au final, l'initiative ne prévoit rien d'autre que la possibilité de rompre des accords internationaux sur une simple décision confédérale. Elle met ainsi en danger notre Etat de droit, la stabilité et la sécurité juridique, tant en Suisse qu'à l'étranger. Comme « petit » pays, la Suisse dépend du respect, par toutes les parties, des accords internationaux.

Pour le **PLR, PS, PDC, Verts, PVL, PBD et PEV** les choses sont claires : les droits de l'homme sont non résiliables, indispensables et indissociable de la tradition humanitaire de la Suisse. Un affaiblissement ou une résiliation de ces accords n'entre pas en ligne de compte. L'initiative UDC contre les droits humains doit être rejetée de manière sèche.

Renseignements:

Philipp Müller, Président PLR Suisse : 079 330 20 79
Christian Levrat, Président PS Suisse : 079 240 75 57
Christophe Darbellay, Président PDC Suisse : 079 292 46 11
Adèle Thorens, Co-Présidente Les Verts Suisse : 079 478 90 05
Regula Rytz, Co-Présidente Les Verts Suisse : 079 353 86 38
Martin Bäumle, Président Vert' Libéraux Suisse : 079 358 14 85
Martin Landolt, Président PBD Suisse : 079 620 08 51
Marianne Streiff, Président PEV Suisse : 079 664 74 57